

Historique des contrats autour des temps de l'enfant

Le premier texte qui institue une collaboration sur le temps de l'enfant, est la circulaire connue sous le nom de « circulaire CALMAT-CHEVENEMENT » - datée du 13 décembre 1984 et intitulée : « **Aménagement du temps scolaire (ATS)** dans le premier degré, développement des liaisons de l'école avec les partenaires éducatifs locaux ».

Elle préconise, à partir de la rentrée 1985-1986, un aménagement des horaires des enseignements obligatoires dans les écoles primaires, pour permettre le développement de projets entre les écoles et les partenaires éducatifs locaux volontaires (collectivités locales, associations...), proposant aux enfants des activités sportives et culturelles, organisées pendant les temps scolaire et extra-scolaire.

Elle constitue un fondement de la coopération entre les deux ministères : Éducation Nationale et Jeunesse et Sports. Elle précise qu' « une nouvelle organisation de la journée n'est pas une fin en soi. Elle a pour objet de prévoir des horaires et des activités tels que la liaison avec le monde socio-culturel et en particulier sportif se fasse de la meilleure façon possible » et insiste sur le fait que « les aménagements du temps doivent résulter d'un projet précis ».

En 1985-1986, 200 000 enfants, regroupés dans 800 projets aidés par l'État (budget de la jeunesse et des sports) à hauteur de 14 millions de francs, bénéficient de cette initiative. En 1986-1987, 1 200 projets, rassemblent 300 000 enfants. Les collectivités locales, à des degrés divers, contribuent matériellement et financièrement à ces projets.

Mais, bientôt, la liaison institutionnelle avec l'école est rompue. Avec la circulaire du 11 février 1987, signée par Christian BERGELIN, secrétaire d'État auprès du premier ministre, chargé de la Jeunesse et des Sports, nous entrons dans la phase de **l'aménagement des rythmes extra-scolaires (ARES)**, où l'on met à disposition des enfants des écoles primaires des activités sportives et culturelles en dehors de l'école, dans le cadre de **contrats bleus**, signés entre l'État et les collectivités locales, qui incluent les associations sportives et culturelles.

L'année scolaire 1987-1988, année de mise en œuvre des contrats bleus, voit la signature de 2 500 communes au bas de ces contrats, ceci pour 760 000 enfants.

En 1988, Roger BAMBUCK, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports, et Lionel JOSPIN, ministre de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports souhaitent rétablir les liens avec l'école, étendre cette politique à la maternelle, et y intégrer aussi tous les temps sociaux du jeune.

Cette nouvelle phase, où est mise en œuvre une politique **d'aménagement des rythmes de vie des enfants (ARVEJ)**, se concrétise par la circulaire BAMBUCK-JOSPIN du 2 août 1988. L'instruction interministérielle du 13 avril 1989, signée par le ministère de la Culture, et la circulaire BAMBUCK-JOSPIN-LANG du 18 mai 1990, marquent le début de la participation du ministère de la Culture à cette politique ; participation préfigurée par le protocole BAMBUCK-LANG du 23 février 1989.

Ces textes entérinent une politique tripartite (Éducation Nationale, Jeunesse et Sports et Culture), fondée sur le volontariat et le partenariat local (principalement : conseils d'école, associations et collectivités locales), mise en œuvre grâce à la contractualisation entre État et collectivités locales, et basée sur une approche globale de l'enfant.

L'objectif de cette politique est d'aider les enfants à gérer leurs temps et leurs espaces. L'ambition est de développer leur autonomie, leur socialisation et leur capacité à élaborer des projets personnels et collectifs. L'espoir est de contribuer à leur insertion sociale et culturelle et de faciliter leur réussite scolaire.

Parallèlement, la loi d'orientation sur l'éducation du 10 juillet 1989, reprenant certaines des propositions les plus positives des rapports sur l'aménagement du temps donne une assise réglementaire à la problématique des rythmes scolaires.

Concrètement, cette politique se traduit par des contrats harmonisés aux contextes locaux, géographiques et sociaux, et « à géométrie variable ». D'abord, des « contrats de base », **les contrats d'aménagement du temps de l'enfant (CATE)**, projets locaux articulés avec les projets d'écoles, associent des écoles maternelles et primaires, publiques et privées, des associations, des élus, des parents d'élèves, l'inspection de l'Éducation Nationale, la direction départementale de la Jeunesse et des Sports, et tous les acteurs locaux concernés. Après négociation et concertation avec les autorités compétentes de l'Éducation Nationale, le projet est formalisé par la signature d'un contrat d'aménagement du temps de l'enfant (CATE) entre la municipalité et l'État.

Ensuite, parce que le programme d'aménagement des rythmes de vie des enfants ne peut se limiter aux seules journées d'école, implique bien tous les temps sociaux de l'enfant (y compris donc les congés) et concerne tous ceux qui, à des moments et à des titres divers, ont en responsabilité l'enfant (le centre de loisirs sans hébergement, le club sportif, le centre culturel, le centre social, le responsable des transports scolaires, de la restauration, etc), des contrats plus larges, plus globaux sont proposés. La démarche est alors celle d'un projet éducatif local, concrétisé par des engagements financiers réciproques de la commune et de l'État (Jeunesse et Sports) dans un contrat appelé « **contrat-ville-enfant** » (**CVE**) depuis la circulaire du 18 mai 1990, signé par le préfet et le maire.

L'ensemble de ces contrats a connu une progression constante.

- *En 1988-1989, année de transition entre les survivances de l'aménagement du temps scolaire, les contrats bleus et l'aménagement des rythmes de vie des enfants, 3 067 contrats (dont une quinzaine de contrats de ville) ont bénéficié à 947 000 enfants.*
- *En 1989-1990, on passe à 1 500 000 enfants, répartis dans 3 500 contrats d'aménagement du temps de l'enfant, dont 400 élargis à des **contrats « ville-enfants-jeunes » (CVEJ).***

A partir de mai 1991, date où le département ministériel de la Jeunesse et des Sports redevient un ministère de plein exercice avec la nomination de Frédérique BREDIN, arrive une période où, après 3 années scolaires de continuité dans les orientations (1988-1989, 1989-1990, 1990-1991) des préoccupations nouvelles se font jour, sans toutefois remettre en cause fondamentalement les orientations précédentes.

La circulaire BREDIN-JOSPIN-LANG du 20 septembre 1991, la circulaire BREDIN-LANG (ministre de la Jeunesse et des Sports, ministre de l'Éducation Nationale et de la Culture) du 15 octobre 1992 et l'instruction « Jeunesse et Sports » du 13 janvier 1993 mettent en avant ces préoccupations :

- donner une assise de « politique éducative territorialisée » à ce programme, avec la mise en avant du « projet éducatif local », la recherche de l'articulation avec la politique de la ville et les zones d'éducation prioritaires, la prise en compte des spécificités et des difficultés du monde rural ;
- se soucier de la qualité du programme, non seulement sur le plan de la formation des intervenants et non seulement en utilisant l'outil qu'est l'évaluation (notamment celle qui se termine alors dans le cadre de l'évaluation des politiques publiques), mais aussi en incitant très fortement à lutter contre l'inflation d'activités, l'activisme, préjudiciables aux objectifs poursuivis ;
- éclairer le domaine du partenariat avec la notion « d'espace éducatif concerté » et avec l'affirmation que « l'école n'est pas le seul lieu d'acquisition des savoirs, savoir-faire et savoir-être » et que « les notions de temps scolaire et hors temps scolaire n'ont pour but que de préciser clairement les responsabilités et les attributions respectives des co-éducateurs et des enseignants » ;
- prendre en considération les élèves du second degré. Les CVE pouvant dès lors être étendus à des CVEJ.

La progression numérique des contrats est toujours aussi spectaculaire :

- 1990-1991 : 3 800 CATE (dont 600 CVE) concernent 1 850 000 enfants ;
- 1991-1992 : 4 300 CATE (dont 900 CVE) soit 2 100 000 enfants ;
- 1993-1994 : 4 550 CATE soit 2 500 000 enfants.

Avec l'arrivée de M. Guy DRUT en 1995 à la tête du ministère de la Jeunesse et des Sports, une nouvelle dynamique est insufflée à la politique d'aménagement du temps de l'enfant.

D'abord, la collaboration interministérielle sur ce dossier est réaffirmée avec la signature d'une circulaire interministérielle datée du 31 octobre de cette même année qui rappelle entre autres choses, la volonté des 3 départements ministériels concernés :

- de pérenniser la politique d'aménagement des rythmes de vie des enfants et des jeunes tout en simplifiant la contractualisation par l'instauration **d'un contrat unique, le contrat aménagement des rythmes de vie des enfants et des jeunes (CARVEJ)**, et pluriannuel (3 ans) ;
- d'accompagner son développement et de marquer l'intérêt de cette politique par la création d'un comité national de suivi et d'évaluation dont le secrétariat est assuré par le ministère de la Jeunesse et des Sports.

Cette circulaire est rapidement suivie d'une instruction émanant de Jeunesse et Sports qui porte sur la mise en place d'une politique volontariste **d'aménagement des rythmes scolaires** (instruction n° 95-188 JS du 23 novembre 1995 concernant l'aménagement des rythmes de vie des enfants et des jeunes, sites pilotes d'aménagement des rythmes scolaires).

Considérée non seulement comme une priorité de Jeunesse et Sports mais aussi du Gouvernement dans sa totalité, l'aménagement du temps scolaire est présenté comme un moyen de rééquilibrer les différents temps de la journée de l'enfant et de répartir plus harmonieusement temps scolaire et hors temps scolaire au sein de la journée, de la semaine et de l'année.

Le postulat dans la lignée des textes antérieurs, est que l'épanouissement des enfants et la lutte contre l'échec scolaire passent par une meilleure prise en compte de leurs rythmes.

Cette circulaire propose aux communes volontaires de devenir sites pilotes d'aménagement des rythmes scolaires en s'engageant à :

- mettre en place un aménagement dans le cadre d'une semaine scolaire organisée sur au moins 5 jours ;
- respecter la durée scolaire annuelle obligatoire ;
- dégager des plages de temps significatives pour permettre la mise en place d'activités dites de la sensibilité.

*165 sites fonctionnent durant l'année scolaire 1996-1997, réunissant près de 100 000 enfants.
Plus de 4 000 CARVEJ continuent à fonctionner.*

Juin 1997, une deuxième génération de sites pilotes est labellisée par Mme BUFFET, qui annonce sa volonté :

- de positionner la généralisation de ce dossier dans une interministérialité forte.
- d'utiliser la politique d'aménagement du temps de l'enfant au service de l'exercice du droit à l'éducation, à la culture et aux loisirs pour tous les enfants et jeunes.